

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

REPERE Réseau Périnatal Réunion

Association Loi 1901

Siège social : 115 D, Allée de Montaignac
97427 ETANG-SALE LES HAUTS

SIRET / APE : 440 137 750 00038 / 9499Z

Sur les comptes clos au

31 DECEMBRE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

REPERE

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association REPERE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint Paul, le 13 mars 2025

C2A, Commissaire aux Comptes

A blue ink signature, appearing to be 'Sébastien ROBERT', written in a cursive style.

Sébastien ROBERT, associé

ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	13 061	13 061		
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	46 126	46 126		
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	152 650	99 683	52 967	57 366
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	2 000		2 000	2 000
<i>Autres immobilisations financières</i>	3 432		3 432	3 432
Total I	217 269	158 870	58 399	62 798
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	356		356	
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	24 945	2 767	22 178	46 360
<i>Autres créances</i>	15 517		15 517	13 712
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	477 421		477 421	344 437
<i>Charges constatés d'avance</i>	2 962		2 962	2 209
Total II	521 201	2 767	518 434	406 718
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	738 470	161 637	576 833	469 516
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	-113 064	-113 018
Réserves		
Report à nouveau	465 473	434 589
Excédent ou déficit de l'exercice	46 210	30 837
Situation nette (sous-total)	398 619	352 408
Total I	398 619	352 408
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	59 002	37 338
Total II	59 002	37 338
PROVISIONS		
Provisions pour risques	2 060	2 060
Total III	2 060	2 060
DETTES		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	530	80
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	64 244	24 622
Dettes fiscales et sociales	52 339	52 697
Autres dettes	40	310
Total IV	117 152	77 710
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	576 833	469 516
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	116 622	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	16 457	18 983
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	151 665	85 060
<i>Dont parrainages</i>	72 515	
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	656 469	684 934
<i>Contributions financières</i>		24 240
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	20 978	36 564
Utilisation des fonds dédiés	9 742	12 100
Autres produits	4 253	47
Total I	859 563	861 928
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	246 060	196 595
Aides financières		24 240
Impôts, taxes et versements assimilés	6 391	8 126
Salaires et traitements	370 112	434 166
Charges sociales	135 839	155 285
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	18 735	17 209
Reports en fonds dédiés	31 406	
Autres charges	4 810	4 418
Total II	813 353	840 038
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	46 210	21 890
PRODUITS FINANCIERS		
CHARGES FINANCIERES		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	46 210	21 890
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations en capital		9 500
Total V		9 500
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		422
Sur opérations en capital		130
Total VI		552
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		8 948
Total des produits (I+III+V)	859 563	871 428
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	813 353	840 591
EXCEDENT OU DEFICIT	46 210	30 837

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : RESEAU PERINATAL REUNION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 576 833 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 46 210 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

PRESENTATION DE L'ENTITE - Article 431-2 du règlement ANC 2018-06

Créé en 2001 à La Réunion, Repère, constituée sous la forme d'une association régie par la loi du 1er juillet 1901, est un réseau de santé en périnatalité.

Repère est donc une structure de coordination, d'appui et d'évaluation dans le champ de la santé périnatale, placée sous l'égide de l'Agence Régionale de Santé de la Réunion (ARS) qui tire ses missions de l'article L. 6321-1 du Code de la Santé Publique qui précise que « les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charge sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires. Ils assurent une prise en charge adaptée aux besoins de la personne tant sur le plan de l'éducation à la santé, de la prévention, du diagnostic que des soins. Ils peuvent participer à des actions de santé publique. Ils procèdent à des actions d'évaluation afin de garantir la qualité de leurs services et prestations.»

Dans ce cadre, Repère œuvre en collaboration avec les acteurs de la périnatalité à La Réunion, pour :

- α Harmoniser et optimiser la prise en charge des femmes enceintes, du couple et de leur enfant,
- α Participer à l'amélioration constante des indicateurs réunionnais de la périnatalité.

L'équipe du Repère, sans jamais se substituer aux professionnels de premier recours se compose de tous les acteurs oeuvrant dans le secteur de la périnatalité, à savoir, les Sages-femmes, Gynécologues obstétriciens, Gynécologues médicaux, Anesthésistes-Réanimateurs, SMUR, SAMU, Urgentistes, Pédiatres, Médecins Généralistes, Radiologues, Echographistes, Biologistes, Généticiens, Fœto-pathologistes, Puéricultrices, Auxiliaires de Puériculture, Masseurs Kinésithérapeutes, Orthophonistes, Diététiciens, Psychiatres, Psychologues, Pédopsychiatres, Consultants en addictologie, Infirmiers, et tous les Acteurs Sociaux. Ces professionnels peuvent aussi bien travailler en milieu hospitalier, au sein de cliniques privées, en cabinet libéral, auprès de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) qu'en milieu associatif.

Dans un objectif d'amélioration et de renforcement de la qualité et de la sécurité de la prise en charge en périnatalité, le Repère contribue à la mise en œuvre de la politique nationale et régionale en santé périnatale, en déclinant des actions issues de l'analyse des indicateurs en périnatalité. L'équipe du Repère, met notamment en place et coordonne différentes actions :

Règles et méthodes comptables

1/ L'APPUI AUX PROFESSIONNELS DE SANTÉ

L'équipe du Repère vient en aide aux professionnels de santé sur demande, sans jamais se substituer aux professionnels de premier recours.

Le professionnel référent est alors au centre de la prise en charge.

Repère intervient dans la coordination des parcours de santé difficiles en coordonnant l'établissement d'un plan personnalisé de soin (PPS) validé par le professionnel de santé référent, et en assure à la fois le suivi et sa bonne observance en garantissant la mise en lien des professionnels par la transmission des informations (suivi des rendez-vous de la patiente, transmission des comptes rendus d'hospitalisation,...)

2/ FORMATION DES PROFESSIONNELS

L'équipe du Repère assure aussi bien des formations en simulation "Basse Fidélité" comme la réanimation du nouveau né sur site et prise en charge de l'hémorragie du post-partum, que des séminaires de formation, des Enseignements post-universitaires (EPU) que la mise en place d'ateliers pratiques sur des thèmes tels que le Diplôme Inter Universitaire (DIU) ou les frottis cervico-vaginaux (FCV)...

3/ DÉMARCHES QUALITÉ

L'équipe du Repère peut aussi bien assurer des missions d'Evaluation des Pratiques Professionnelles (EPP), de Revue de Mortalité Morbidité (RMM) ou d'Agrément des échographistes. Repère réalise sur demande des audits cliniques ciblés ou encore se charge de la rédaction et de l'évaluation des protocoles régionaux.

Pour réaliser ces missions habituelles, l'association REPERE peut compter sur un effectif moyen de 6 collaborateurs et se voit octroyer une dotation de fonctionnement, de son autorité de tarification, l'ARS de la Réunion, qui s'élève pour l'exercice 2024 à près de 639 K€.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03.

Règles et méthodes comptables

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Règles et méthodes comptables

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 061			13 061
Immobilisations incorporelles	13 061			13 061
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	46 718		591	46 126
- Instal.générales, agencements aménagements divers	33 135	1 200		34 335
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	113 590	10 368	5 643	118 315
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	193 442	11 568	6 234	198 776
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	2 000			2 000
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	3 432			3 432
Immobilisations financières	5 432			5 432
ACTIF IMMOBILISE	211 935	11 568	6 234	217 269

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		11 568		11 568
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		11 568		11 568
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		6 234		6 234
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		6 234		6 234

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 061			13 061
Immobilisations incorporelles	13 061			13 061
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	46 718		591	46 126
- Instal.générales, agencements aménagements divers	7 258	3 661		10 919
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	82 100	12 307	5 643	88 764
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	136 076	15 968	6 234	145 809
ACTIF IMMOBILISE	149 136	15 968	6 234	158 870

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 46 856 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	3 432		3 432
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	24 945	24 945	
Autres	15 517	15 517	
Charges constatées d'avance	2 962	2 962	
Total	46 856	43 424	3 432
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clts-factures a etablr	3 368
Fournisseurs avoir non parvenu	241
Organismes sociaux pdt a rece.	9 930
Total	13 539

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	-113 018			47	-113 064
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	434 589	30 837	47		465 473
Excédent ou déficit de l'exercice	30 837	-30 837	46 210		46 210
Situation nette	352 408		46 257	47	398 619
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	352 408		46 257	47	398 619

Le compte "1150000 - Résultat sous contrôle de tiers financeurs" comprend les résultats de la gestion contrôlée des trois dernières années du CPOM ainsi que le déficit contrôlé de l'exercice 2022 contractés avec l'ARS et se décompose ainsi :

ARS Réseau FIR - Excédent 2018 : + 11 037 €
 ARS Réseau FIR - Déficit 2019 : - 21 387 €
 ARS Réseau FIR - Déficit 2020 : - 16 653 €
 ARS Réseau FIR - Déficit 2021 : - 10 578 €
 ARS Réseau FIR - Déficit 2022 : - 75 436 €
 ARS Réseau FIR - Déficit 2023 : - 46.88 €
 SOIT UN TOTAL DEBITEUR D'UN MONTANT DE : - 113 065 €

Conformément à l'analyse du résultat détaillé en page 21 de la présente annexe, l'excédent de l'exercice 2024 de 46 210.43 € se décompose en :

α Excédent relevant de la gestion propre : + 46 959.56 €
 α Déficit sous compétence du financeur REGION : - 749.13 €

Cet état de fait induit qu'au 31 décembre 2024, l'ensemble des résultats cumulés sur les années 2018 à 2024, sous compétence du financeur principal, à savoir, l'Agence Régionale de Santé de la Réunion, représente un déficit total de 113 064 € qui n'a fait l'objet d'aucune reprise par l'autorité de tarification.

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	2 060				2 060
Total	2 060				2 060
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 116 622 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	64 244	64 244		
Dettes fiscales et sociales	52 339	52 339		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	40	40		
Produits constatés d'avance				
Total	116 622	116 622		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fourn.-f/non parvenues	53 690
Prov.conges payes	7 117
Pel.-autres charges à payer	6 915
Charges sociales conges payes	1 977
Org.sociaux-ch.a.p	2 429
Formation continue	2 852
Avoir à établir	40
Total	75 019

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees avance	2 962		
Total	2 962		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 5 859 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		640 969	15 500			656 469
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						656 469

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		46 210
REGION	749	
Part du résultat sur gestion conventionnée	749	
Part du résultat sur gestion libre		46 960

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	84 300	87 400
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total	84 300	87 400
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	84 300	87 400
Total	84 300	87 400

BENEVOLAT

(Cf. article 24.4 du décret du 29 novembre 1983) (Règlement n°2018-06 du 05 décembre 2018)

Pour mener à bien ses missions, l'association REPERE s'appuie sur un grand nombre de bénévoles dont l'apport n'est pas valorisé comptablement.

Afin de valoriser le bénévolat dans ses comptes au titre de l'exercice 2023, l'association a valorisé les heures de présence selon un tarif horaire charges sociales et fiscales comprises correspondant à la rémunération prévue selon la qualité de l'intervenant. Il a ainsi été déterminé trois catégories d'intervenant selon le niveau de qualification :

- GROUPE 1 : EXPERTISE, il s'agit des spécialistes et Professeurs ayant un niveau de qualification élevé dans le domaine de la périnatalité. Le tarif horaire charges sociales et fiscales comprises retenu est de 300 €.
- GROUPE 2 : FORMATEURS QUALIFIES, il s'agit des Docteurs possédant un niveau de formation suffisant pour animer des formations pour le Réseau REPERE. Le tarif horaire charges sociales et fiscales comprises retenu est de 200 €.
- GROUPE 3 : FORMATEURS regroupant les Sages femmes possédant un niveau de formation et d'expérience professionnelle permettant d'intervenir dans le cadre des formations proposées par le Réseau REPERE. Le tarif horaire charges sociales et fiscales comprises retenu est de 100 €.

Sur la base de ces éléments et du nombre d'heure de bénévolat au titre de l'exercice 2024 qui a été de 315 heures, la valorisation totale du bénévolat est de 84 300 €.

Donations

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
ARS EVA	16 677	2 646				2 646	
ARS MANNEQUI	17 788	862	836			25	
ARS MOBILIERS	1 408	593	201			392	
ARS MANNEQUI	38 549	19 889	6 174			13 715	
ARS SALLE REU	19 383	12 598	2 531			10 067	
ARS SUBV FIR 2		31 406				31 406	
Total	93 805	67 994	9 742			58 252	

La colonne "A l'ouverture de l'exercice" comprend le montant initialement octroyé sous la forme de crédits non reconductibles ou de subventionnements à utiliser jusqu'à épuisement de l'action.

La colonne A "Reports" détaille les fonds dédiés disponibles au 01/01/2024 au travers des comptes 19x.

La colonne B "Utilisations - Montant global" comprend les sommes reprises sur l'exercice 2024 au travers des comptes 789x.

La colonne C "Transferts" comprend les sommes non entièrement utilisées sur l'exercice 2024 et déplacées pour une utilisation ultérieure au travers des comptes 689x.

La colonne "A la clôture de l'exercice - Montant global" totalise les fonds dédiés disponibles au 31/12/2024 au travers des comptes 19x.

Conformément à l'article 10 de la convention n°202411551 de l'ARS du 13 novembre 2024 d'un montant initial de 639 k€, le solde de la subvention non utilisée pour l'année 2024 a été inscrit en charges dans le compte 6894 "engagements à réaliser sur ressources affectés" et au passif du bilan dans le compte 194 "fonds dédiés sur subvention de fonctionnement" pour un montant de 31 405.94 €.

Autres informations

Ressources provenant de la générosité du public

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours.	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
ACTION-BERCEA	500	500				500	
ACTION-CARTES	250	250				250	
Sous total	750	750				750	
Sous total							
TOTAL	750	750				750	

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REPERE

Réseau Périnatal Réunion

Association Loi 1901

Siège social : 115 D, Allée de Montaignac
97427 ETANG-SALE LES HAUTS

SIRET / APE : 440 137 750 00038 / 9499Z

Sur les comptes clos au

31 DECEMBRE 2024

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REPERE

Exercice clos 31 décembre 2024

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

PERSONNES CONCERNEES	NATURE DE LA CONVENTION	Charges comptabilisées	Produits comptabilisés
Dr. Anthony GRONDIN, membre de l'association Repere	Salaires versés pour la préparation et l'animation de formations en "Réanimation du nouveau-né en salle de naissance" et pour l'analyse et l'animation d'une RMM pour l'exercice 2024. Charges comptabilisées au titre de l'exercice 2024.	5 493 €	
Dr Anne-Laure COSTA, membre de l'association Repere	Honoraires versés au titre de la préparation et l'animation des formations "IVG médicamenteuse en ville" pour l'exercice 2024. Charges comptabilisées au titre de l'exercice 2024.	1 493 €	

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Saint Paul, le 12 mars 2025

C2A, Commissaire aux Comptes



Sébastien ROBERT, associé